

L'AFL/CIO s'oppose vivement à l'accord, sous sa forme proposée. Il y a également une nouvelle association formée en partie par des sidérurgistes qui ont perdu leur emploi dans des endroits comme Pittsburgh. Elle s'appelle la Federation for Industrial Retention and Renewal. Cette fédération se sert de la législation américaine, étend ses activités dans tout le pays et organise l'opposition à la fermeture d'usines. Parfois, elle a gain de cause et d'autres fois non, mais le mouvement prend de l'ampleur.

Bien entendu, cela ne s'arrête pas à l'Accord nord-américain de libre-échange. Le président Bush veut l'étendre également jusqu'à la Terre de Feu.

Il y a quatre ans, lorsqu'on commençait à peine à entendre parler de choses de ce genre, j'ai rencontré le vice-ministre de la Planification du Salvador et lui ai demandé ce que faisait son pays au sujet du chômage. Il m'a répondu: «C'est exactement ce dont je voulais m'entretenir avec vous. Nous voulons que vous, les Canadiens, investissiez dans notre main-d'oeuvre à bon marché.» Ce sont-là ses paroles exactes. Il s'exprime dans un excellent anglais, et j'ai pris en note ses paroles à l'époque.

Il a ajouté: «Vous avez beaucoup de bois au Canada. Envoyez-le ici et nous le transformerons en jouets et en meubles. Nous le vendrons ensuite aux États-Unis. Nous aurons ainsi des emplois et vous toucherez les profits. Coupez les morceaux de jean, et envoyez-les ici pour qu'ils soient vendus. C'est la même chose. C'est là la raison d'être de l'initiative du bassin des Caraïbes.»

Au moment où je m'apprêtais à partir, il m'a dit: «Saluez Sinclair Stevens pour moi.» Ses collaborateurs ne lui ont pas dit, semble-t-il, qu'il y avait des divergences d'opinions entre les partis au Canada.

J'ai assisté, il y a quelques semaines, dans les Caraïbes, à une réunion des partis du continent américain membres de l'Internationale socialiste. Il y avait là des gens des Caraïbes, de l'Amérique centrale, de l'Amérique du Sud et de l'Amérique du Nord. Dans le Sud, les représentants se penchaient plus particulièrement sur ce qu'ils appellent l'intégration locale. En d'autres termes, c'est le moyen qu'ils ont choisi pour se défendre contre les attaques des sociétés transnationales du Nord. En général, on parlait de s'opposer à l'Accord nord-américain de libre-échange.

On assiste à la montée d'un mouvement international, et il nous faut des accords commerciaux équitables envers les travailleurs. Il n'est pas question de forcer les agriculteurs à abandonner leur terre et de créer ainsi davantage

de chômage. Il faut laisser l'éducation aux gens qui travaillent, qui ont besoin de ces services et qui savent ce qui leur fait défaut. Ce sont les travailleurs qui créent les capitaux et qui sont conscients de leur importance qui devraient décider de l'utilisation qu'on doit en faire, afin qu'ils puissent poursuivre leur travail et l'améliorer. C'est de ce type de libre-échange dont nous avons besoin et non de celui que le premier ministre a proposé et dont il a brossé un si beau tableau dans le discours du Trône.

[Français]

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le Président, les commentaires de l'honorable député, toujours des commentaires bien appropriés à la situation que nous vivons actuellement, m'amènent à faire seulement aujourd'hui quelques commentaires.

Vendredi dernier, le caucus des sénateurs et députés libéraux du Québec, que j'ai l'honneur de présider, rencontrait le conseil central de Montréal de la CSN à leur demande pour examiner la situation dramatique de l'économie de la ville de Montréal. Je me souvenais des grands discours d'un ancien président, éminent personnalité du Québec, l'honorable Jean Marchand, lorsqu'il nous disait toujours: «Ainsi va l'économie de Montréal, ainsi va l'économie du Québec». Ce qu'il disait à l'époque est encore d'actualité.

Aujourd'hui, je veux simplement, avec courtoisie, remercier ceux qui ont voulu nous inviter et organiser cette séance d'échanges à Montréal, M. Sylvio Gagnon, le président du conseil central de Montréal de la CSN, ainsi que M^{me} Monique Simard, la très populaire vice-présidente de la CSN. Le tout était coordonné par M. Bégin qui est responsable de la campagne offensive contre la récession pour le conseil central de Montréal. Nous y reviendrons d'ailleurs bientôt lorsque nous aurons l'occasion de discuter de la situation économique de Montréal.

Mais mes collègues du caucus du Québec à Ottawa, je désire d'abord les remercier pour le chaleureux accueil reçu, et ces échanges, j'en suis certain, nous amènent à une nouvelle coopération et je voudrais poser à l'honorable député, une question à savoir s'il est bien au courant de la situation désastreuse de l'économie montréalaise, c'est ma première question.

Deuxièmement, j'aimerais qu'il essaie, avec sa sensibilité habituelle, mais dans sa langue à lui, d'informer les Canadiens des différences qu'il peut y avoir entre l'économie de Montréal, qui est le moteur de la province de Québec, et l'économie de la ville de Toronto qu'il représente avec brio depuis si longtemps.